

C'est l'homme qui a introduit ces espèces invasives. L'action humaine a-t-elle aussi un impact sur le réchauffement des eaux ?

Oui, bien sûr. En soi, le réchauffement des eaux n'est qu'une conséquence. Les écosystèmes auraient la possibilité d'y faire face si c'était le seul problème. Mais il y a simultanément une multiplicité de problèmes à laquelle les milieux n'ont pas le temps de s'adapter. Au réchauffement des eaux viennent s'ajouter les aménagements de l'homme. D'abord, l'irrigation va empêcher qu'une zone tampon permettant de stocker l'eau naturellement ne se forme. A cause des pompages, les communications entre la rivière et la nappe phréatique sont altérées voire supprimées dans les cas les plus extrêmes. L'eau s'infiltré directement dans les cultures. Le débit des rivières est drastiquement réduit, ce qui accentue encore plus le processus de réchauffement.

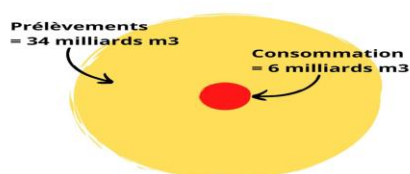
Mais l'homme a aussi une responsabilité concernant la libre circulation des poissons. Les lobbies des moulins et de la micro-électricité, qui ont bataillé pour maintenir et construire des ouvrages sans contrepartie efficace, coupent la route aux poissons. Dans une rivière aménagée à faible débit, les poissons ne peuvent plus circuler librement. Les zones asséchées sont dès lors difficiles à reconquérir.

POURQUOI LES POISSONS MEURENT-ILS ?

Prélèvements d'eau en rivières, nappes et réservoirs

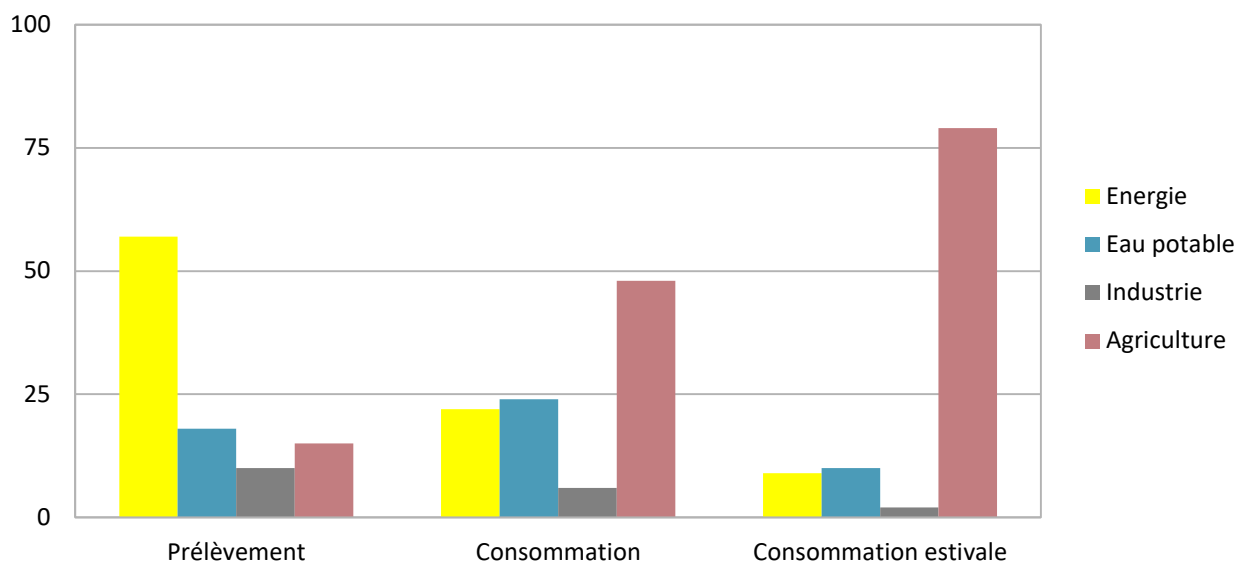
La différence entre prélèvement et consommation d'eau

Il y a confusion permanente entre les prélèvements, c'est-à-dire ce que l'on prend d'eau dans la nature, et la consommation d'eau, ce qui ne retourne pas dans la nature après utilisation. Les données IFEN indiquent que les prélèvements bruts sont annuellement de 34 milliards de m³, pour une consommation nette de 6 milliards de m³.



Et voici la répartition des prélèvements et consommation d'eau par secteur d'activités :

Prélèvement et consommation d'eau en fonction des secteurs (date ****)



La première remarque que l'on peut faire est que l'agriculture consomme pratiquement la moitié de toute l'eau disparue annuellement, et l'essentiel en été.

Les plus assidus ne manqueront pas de nous rappeler le grand cycle de l'eau, ou cycle de l'eau naturel, selon lequel la ressource en eau est toujours la même sur notre planète et qu'en étant rendue à la terre, elle reviendra dans les rivières et dans les nappes.

Certes, mais que de l'eau prélevée dans la Beauce retombe finalement au Kamchatka ou ailleurs, ce sera toujours une perte nette pour l'endroit d'où elle a été prélevée ...

Une fois prélevée, quelle utilisation pour l'eau ?

En effet, il faut ensuite se poser la question de l'utilisation, de la finalité, de l'eau prélevée dans le milieu naturel : à quoi est destiné un prélèvement ?

La majorité des prélèvements estivaux est le fait de l'irrigation intensive, pour lesquels la FNSEA ne manque pas de rappeler qu'il s'agirait de "nourrir la planète". Mais la plus grande partie des cultures intensives irriguées n'est pas faite pour produire des protéines végétales destinées directement aux humains, comme par exemple le blé panifiable, mais bien en réalité pour l'élevage. A raison de 2 à 10 protéines végétales pour produire une protéine animale (sur pied) selon les animaux et les types d'élevage, extensif ou intensif¹. Et ne parlons pas des cultures dédiées à la production d'énergie (méthaniseurs) ou de carburant (E85), qui accaparent des terres agricoles ...

Sans barrages, plus d'eau ?

Une autre phrase récurrente en période de sécheresse : « Si on enlève les barrages, il n'y a plus d'eau en été », ce qui revient à confondre "source" et "ressource" et à encourager la surexploitation d'une apparente abondance.

¹<https://criticalvegan.com/2019/03/25/dix-proteines-vegetales-pour-une-proteine-animale-vraiment/>

Il y a aussi son corollaire, souvent avancé par les mêmes personnes, à savoir que : « *L'eau qui rejoint la mer, c'est de l'eau perdue* ». C'est ainsi qu'un grand fleuve comme le Colorado, entre autres exemples, n'arrive plus jusqu'à la mer. C'est ainsi que les immenses réservoirs espagnols, modèle tant vanté par le lobby de l'agro-business, ont encouragé un modèle qui met désormais l'agriculture espagnole dans une situation qui ne va pas tarder à être dramatique.

Plus on augmente les réserves de surface, les barrages ou les retenues abusivement déclarées "de substitution", plus on augmente la perte par évaporation. Après avoir vidé les nappes souterraines, voici que l'on installe des évaporateurs en surface. **On sait pourtant dès la fin de l'hiver ce qu'il est possible ou non de semer selon le niveau des nappes et des cours d'eau.** Mais le céréalier intensif se fie plus au cours de la bourse qu'au cours d'eau : il sème ce qu'il a décidé de semer, faisant passer une envie pour un besoin. Peu importe l'état de la ressource car l'agriculteur intensif compte sur trois solutions :

- soit il va pleuvoir suffisamment au printemps pour recharger les points de pompage ;
- soit, si ce n'est pas le cas, il aura des dérogations (et c'est ce qui se passe la plupart du temps!);
- soit si tout se passe vraiment très mal et, dans ce cas, des indemnités seront allouées pour cause de « catastrophe naturelle ». Dans ce dernier cas, c'est le milieu naturel et le contribuable qui payent.

A propos de l'utilisation des eaux « usées épurées »

Un dernier point concernant la FNSEA, qui s'illusionne dans l'idée qu'elle pourrait adapter le changement climatique aux pratiques de ses principaux soutiens, et de sa demande récurrente sur l'utilisation des « eaux usées épurées ».

Sauf dans de très rares cas, par exemple de la Brenne dont le débit trop faible en été ne permet pas une dilution suffisante des effluents de Synthron (qu'est-ce que c'est?) Comme par exemple, Protex, dont l'incendie priva d'eau la ville de Tours durant une semaine), c'est encore un moyen détourné pour augmenter les prélèvements. Car on ne doit pas s'y tromper : l'eau épurée de l'amont, une fois que le milieu récepteur l'a intégrée, ce n'est rien d'autre que l'eau prélevée par l'aval.

Mais il n'y a qu'un seul syndicat réel et hégémonique qui "tient" plus de 95 % des chambres d'agriculture (passage obligé pour tout exploitant). Et au-dessus encore, il y a le fait que **le chiffre d'affaire de tous les agriculteurs n'est rien en comparaison de celui de tous ceux qui vivent de l'agriculture sans être agriculteurs.**

D'abord en amont pour pousser les exploitants à entrer dans le système d'intensification de la production, qui devient obligatoire dès que le baratin de la "Chambre" a fonctionné et que l'endettement est effectif. Cela concerne tout le machinisme agricole (il y a en France plus de deux tracteurs pour un agriculteur), les systèmes d'irrigation, les intrants, engrais, et les pesticides rebaptisés "phytosanitaires" pour faire plus joli.

Puis en aval, il y a les contrats avec des coopératives qui n'en ont plus que le nom, tant les actionnaires réels et l'agro-business y ont pris la place des agriculteurs, lesquels ne reçoivent que les miettes des énormes profits de ce système.

On nous fait de bien jolis reportages sur des paysans "à l'ancienne" et sur leurs réelles difficultés. Mais ils ne pèsent pas bien lourd face aux "exploitants agricoles", et le Salon de l'Agriculture qui n'est que le musée de ce qu'elle n'est plus ...